

THÈMES & DÉBATS

Économie de la Russie

De l'époque tsariste à nos jours

MYLÈNE GAULARD

Maître de conférences en économie,
Université Grenoble Alpes
Chercheur au CREG,
Centre de recherche en économie de Grenoble



Retrouvez toute la collection

THÈMES & DÉBATS

sur notre site

librairie.studyrama.com

Édition : Myriam Pasek

Mise en page : Daphné Alain

Cartographie : Carl Voyer

© Bréal, juin 2026.

Toute reproduction, même partielle, interdite.

ISBN : 978-2-7495-5793-9

Sommaire

Liste des figures et tableaux	8
Repères cartographiques.....	10
Repères chronologiques.....	12
Introduction.....	15
Chapitre 1 – L'économie tsariste, entre tradition et modernisation	17
Les origines de la Russie actuelle	18
De la Rus' de Kiev à la principauté de Moscou.....	18
Des contraintes géographiques déterminantes sur le plan politique et économique.....	19
La naissance de l'État patrimonial russe.....	21
Les blocages socio-économiques supposés de l'État patrimonial.....	22
Le servage, un frein à la modernisation ?	24
Le règne de Pierre I ^{er} (1682-1725) : premières étapes d'une économie sous contrôle étatique	24
Un retard économique justifiant l'abolition du servage en 1861	26
Des tensions persistantes malgré l'abolition du servage	27
Une modernisation accélérée dès le mandat réformateur de Sergueï Witte (1893-1903)	28
Entre volonté d'ouverture et préservation de l'identité russe.....	28
Réfutation de la thèse d'une longue crise agraire comme cause de la révolution.....	31
Les conflits extérieurs comme facteurs principaux de remise en cause du tsarisme	36
Des réformes insuffisantes à la veille de la Première Guerre mondiale.....	37
Bibliographie conseillée pour le chapitre 1	39
Chapitre 2 – Les débuts du « communisme » au service d'une industrialisation accélérée.....	40
Les premières expérimentations de l'économie soviétique : du « communisme de guerre » à la NEP	40
Des mesures économiques prises sous la contrainte de la guerre civile.....	40
« Communisme de guerre » ou « capitalisme d'État » ?	42
La libéralisation de l'économie sous la NEP	45

Des plans quinquennaux entrepris aux dépens de la paysannerie	47
Un débat sur l'industrialisation rendu indispensable face aux échecs de la NEP.....	47
La collectivisation de l'agriculture dans un contexte de lutte contre les <i>koulaks</i>	48
Les nombreuses raisons de l'effondrement agricole	50
Une réussite relative des plans quinquennaux sur le plan économique	52
Vers la formation de la deuxième puissance industrielle mondiale	52
Les différents instruments de la planification étatique.....	54
Les limites de la planification téléologique	55
Une économie de guerre <i>sui generis</i> mobilisée face à l'Allemagne	57
Un échec sur le plan social souvent passé sous silence	59
Une perte démographique de onze millions de personnes avant même la guerre.....	59
La dégradation des conditions de travail et « l'émulation » soviétique.....	60
Des avantages sociaux en nature à relativiser	63
La hausse des inégalités.....	65
Bibliographie conseillée pour le chapitre 2	66

Chapitre 3 – La constitution de la deuxième puissance industrielle, réussites et échecs (1945-1985)	68
Le débat sur la nature du mode de production soviétique	68
Une étatisation des moyens de production dans un cadre capitaliste	68
Le maintien des grandes caractéristiques du capitalisme	70
Des outils statistiques distincts : un défi pour l'étude de ce capitalisme singulier.....	72
Un essor sans précédent de la production industrielle	74
Une sortie brillante de l'économie de guerre.....	74
Une meilleure insertion dans le commerce international.....	76
Les réussites obtenues sur le plan social	78
Une hausse incontestable du pouvoir d'achat.....	78
La baisse des inégalités de revenus malgré le maintien d'une <i>nomenklatura</i> ..	79
Le maintien de faiblesses agricoles malgré une volonté politique de réforme ..	82
Une hausse temporaire de la production permise par les réformes de Khrouchtchev.....	82
Une productivité agricole à l'épreuve des scandales environnementaux.....	83

Les limites d'une économie dirigée : analyse effectuée par les économistes libéraux	86
La création d'une économie de pénurie liée à l'absence de prix de marché	86
Une croissance extensive expliquée par la surutilisation des ressources	89
L'échec des mesures incitatives pour redresser la productivité	91
Les mécanismes et impasses d'une économie de guerre caractéristique	92
Une économie nationale mise au service du secteur militaire	92
La création monétaire caractéristique d'une économie mobilisée	94
Le développement d'une économie informelle résultant de l'économie mobilisée	95
Bibliographie conseillée pour le chapitre 3	97

Chapitre 4 – L'effondrement des économies soviétique et russe, de la perestroïka à la crise des années 1990	98
Les échecs de la perestroïka jusqu'à l'effondrement de l'URSS	98
Le piège pétrolier, de l'Afghanistan au contre-choc de 1986	98
Les premières réformes contre-productives de Gorbatchev	101
Une première étape de libéralisation inefficace	103
L'implosion régionale	106
Les deux volets de la thérapie de choc appliquée à la Russie : stabilisation et privatisations	108
La « stabilisation » de l'économie à travers la libéralisation des prix	108
Des entreprises publiques bradées au profit de quelques nouveaux riches ..	111
Les effets économiques catastrophiques de la thérapie de choc	114
Une chute de la production comme effet immédiat de la « thérapie »	114
La faillite de l'économie russe confirmée par la crise financière de 1998	115
Un bilan désastreux sur le plan social	117
Les responsabilités de l'échec de la transition russe face aux alternatives possibles	118
Des tensions constantes entre partisans de la thérapie de choc et étatistes ..	118
Des institutions internationales intransigeantes	120
La possibilité d'une autre transition ?	121
Bibliographie conseillée pour le chapitre 4	123

Chapitre 5 – Le retour d'un État stratège au service de la croissance économique	125
Les signes d'acceptation des règles du marché	125
Une volonté affichée de maîtriser les finances publiques	125
La mise à l'épreuve de l'économie russe par la libéralisation des flux financiers	128
La politique monétaire restrictive, un gage donné aux marchés ?	130
Une rapide reprise en main étatique des secteurs stratégiques	132
Vers un nouveau contrôle public des hydrocarbures	132
Une renationalisation des entreprises dans le cadre de la « verticale du pouvoir »	134
La mise en place d'une politique industrielle	136
Les prémices de l'industrialisation par substitution des importations	136
Le financement sous contrôle de cette politique industrielle	137
Une industrialisation par substitution des importations accélérée par les sanctions	139
Les faiblesses supposées de la réétatisation de l'économie	141
Un secteur public développé au détriment du secteur privé ?	141
Une pression à la hausse sur les coûts et les prix ?	144
Une recentralisation des pratiques de corruption	145
Les forces souvent sous-estimées de cette réorientation économique	147
Une diversification économique à l'appui d'une productivité renforcée	147
Le retour de l'État dans le domaine social	149
Baisse des inégalités et expansion du marché intérieur	150
Bibliographie conseillée pour le chapitre 5	154
Chapitre 6 – La Russie à l'international, entre Asie et Occident	155
Une volonté contrariée de rapprochement avec l'Europe depuis la fin de l'URSS	155
La normalisation des relations avec l'Union européenne	155
Les obstacles au rapprochement économique	158
La réorientation de l'économie russe face aux sanctions	162
Le coût des sanctions pour l'économie russe	162
La résilience de l'économie russe face aux sanctions	165
Des relations complexes avec les anciennes républiques soviétiques	169
L'échec de la Communauté des États indépendants (CEI)	169
Le tournant eurasiatique	171

Un rapprochement avec le « Sud global »	175
Les BRICS, une vocation à la fois politique et économique.....	175
Un rapprochement constant avec la Chine depuis la décennie 1990	178
Bibliographie conseillée pour le chapitre 6	180
Chapitre 7 – Les défis de l'économie russe	182
Une dépendance encore très forte aux hydrocarbures	182
Un pays atteint par la maladie hollandaise ?.....	182
Une part élevée mais décroissante des hydrocarbures dans le budget fédéral	185
Des ressources insuffisantes pour stimuler des secteurs essentiels.....	188
Le choc démographique face à la question des inégalités	191
La chute de la population active	191
Les risques financiers d'une société encore très inégalitaire	195
Le renforcement d'inégalités régionales déstabilisatrices.....	198
Une alliance dangereuse avec la Chine	200
L'instauration d'un échange inégal ? Un phénomène à relativiser.....	200
Des conflits territoriaux croissants en Asie centrale	203
Des intérêts économiques distincts.....	206
Une sortie durable du piège des revenus intermédiaires ?	208
Bibliographie conseillée pour le chapitre 7	210
Conclusion	212

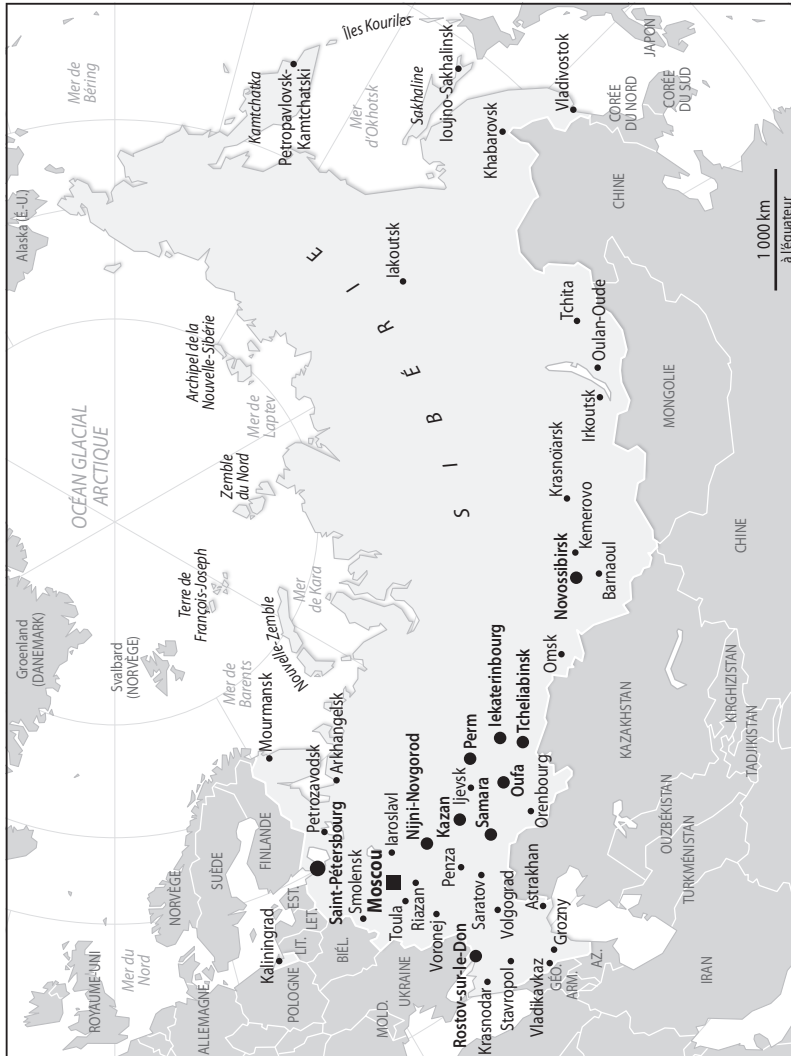
Liste des figures et tableaux

Figure 1 – PIB de l'Empire russe et comparaison internationale (1860-1913) (<i>en millions de dollars de 1990</i>)	33
Figure 2 – PIB par habitant (1860-1914) (<i>en dollars</i>)	34
Tableau 1 – Poids de l'industrie dans l'économie soviétique (1928-1940) ...	52
Figure 3 – Taux de croissance annuel moyen du PNB soviétique (1956-1991) (<i>en %</i>)	105
Figure 4 – Évolution de la dette publique russe (2000-2023) (<i>en % du PIB</i>)	127
Figure 5 – Taux de croissance annuel du PIB (1990-2024) (<i>en %</i>)	128
Figure 6 – Inflation et taux directeurs de la banque centrale russe (2000-2025) (<i>en %</i>)	130
Figure 7 – Taux d'intérêt des prêts (1997-2024) (<i>en %</i>)	132
Figure 8 – Actifs du Fonds national de richesse russe (2008-2025)	138
Figure 9 – Évolution de la productivité en Russie, au Brésil et en Chine	147
Figure 10 – Formation brute de capital fixe (2000-2024) (<i>en % du PIB</i>)	149
Figure 11 – Évolution de l'indice Gini en Russie et aux États-Unis (2000-2023)	151
Figure 12 – Croissance annuelle moyenne du PIB et de la consommation des ménages (2000-2024) (<i>en %</i>)	153
Figure 13 – Flux entrants d'investissements directs étrangers (1992-2024) (<i>en milliards de dollars</i>)	158
Figure 14 – Part dans le PIB mondial de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine (1988-2024) (<i>en %</i>)	160
Tableau 2 – Années d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN des pays d'Europe de l'Est	160
Figure 15 – Taux d'inflation annuel (2000-2025) (<i>en %</i>)	164
Figure 16 – Exportations russes d'hydrocarbures (2000-2024) (<i>en milliards de dollars</i>)	166
Figure 17 – Exportations et solde commercial (1989-2024)	167
Figure 18 – Réserves de change (2000-2025) (<i>en milliards de dollars</i>)	168
Tableau 3 – Membres des différentes organisations post-soviétiques	174
Figure 19 – Part des cinq principaux pays partenaires (2013-2023) (<i>en % des exportations russes</i>)	180

Figure 20 – Taux de change du rouble et du real brésilien (2000-2024) (en dollars)	184
Figure 21 – Part des hydrocarbures dans les exportations russes (2000-2024) (en %)	185
Figure 22 – Croissance annuelle des prix du pétrole et du PIB en Russie (2000-2025) (en %)	186
Figure 23 – Évolution des recettes fédérales (2011-2025)	187
Figure 24 – Solde budgétaire (2011-2025) (en % du PIB)	187
Figure 25 – Population totale (1990-2024) (en millions de personnes)	191
Figure 26 – Population active (1990-2024) (en millions de personnes)	191
Figure 27 – Nombre d'habitants en Russie (1950-2022) (en % de la population des États-Unis et d'Europe de l'Ouest)	192
Figure 28 – Part des 10 % les plus pauvres dans le revenu national en Russie, France et États-Unis (1996-2023) (en %)	195
Figure 29 – Part des 10 % les plus riches dans le revenu national en Russie, France et États-Unis (1996-2023) (en %)	195
Figure 30 – Parts des différents déciles dans le patrimoine national (2000-2024) (en %)	196
Figure 31 – Valeur des échanges commerciaux Russie-Chine (2020-2024) (en milliards de dollars)	202
Figure 32 – Importations kazakhes en provenance de Russie et de Chine (2004-2023) (en % des importations totales du Kazakhstan)	205
Figure 33 – Exportations et solde commercial chinois avec la Russie, l'Union européenne et les États-Unis en 2024 (en milliards de dollars)	206
Figure 34 – Revenus par habitant en Russie, Chine et Brésil (2000-2024) (en dollars courants)	209
Figure 35 – PIB par habitant en Russie (1960-2022) (en % du PIB par habitant des États-Unis)	209
Tableau 4 – Rang mondial occupé par la Russie pour son produit intérieur brut (2000-2024)	210
Figure 36 – PIB des dix pays les plus riches au monde en 2025 (en milliards de dollars courants)	213
Figure 37 – PIB des dix pays les plus riches au monde en 2025 (en milliards de dollars PPA)	213

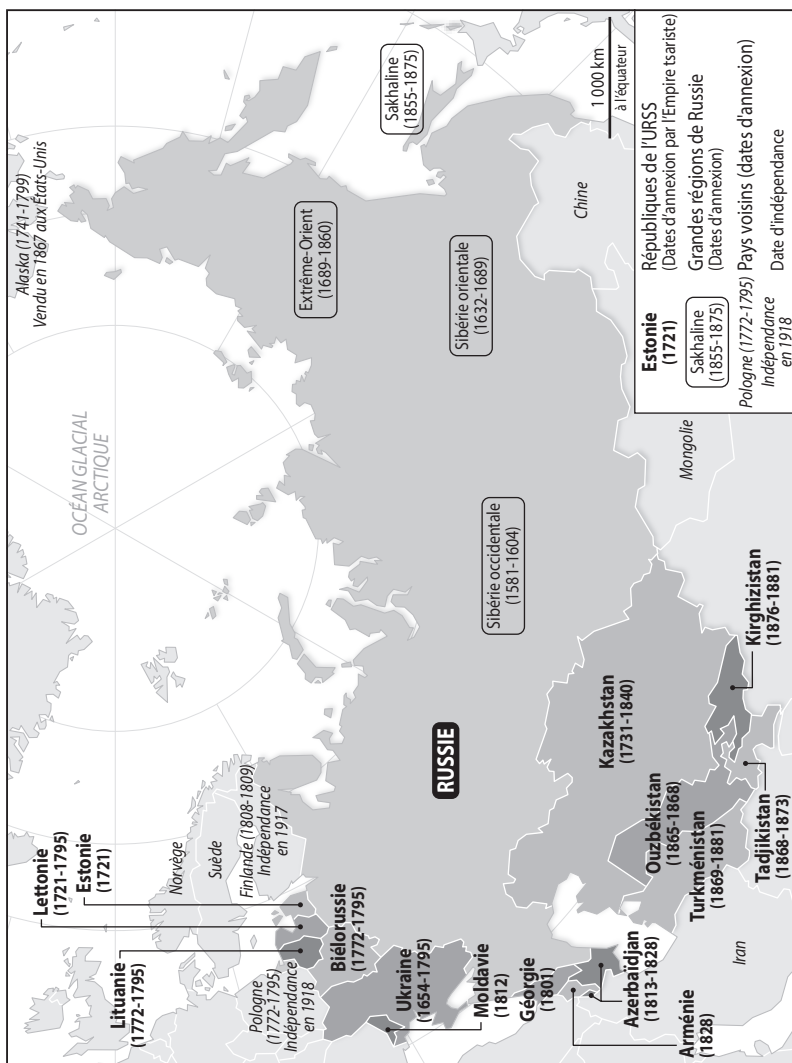
Repères cartographiques

Carte générale de la Russie



© Archives du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - La Courneuve.

Les quinze républiques socialistes de l'URSS – Continuité territoriale avec l'Empire tsariste



Réalisation de l'auteur.

Repères chronologiques

Chapitre 1

882 : Formation de la Rus' de Kiev
988 : Christianisation de la Rus'
1237-1240 : Invasions mongoles
1326 : Moscou consacrée nouvelle capitale religieuse
1480 : Fin de la domination tatare sous Ivan III
1547 : Ivan IV couronné tsar de toutes les Russies
1649 : Institutionnalisation du servage
1700-1725 : Réformes économiques de Pierre 1^{er}
1712 : Transfert de la capitale, de Moscou à Saint-Petersbourg
1812 : Victoire russe contre la Grande Armée de Napoléon
1853-1856 : Guerre de Crimée, défaite face aux Franco-Britanniques alliés à l'Empire ottoman
1861 : Abolition du servage
1864 : Réforme des *zemstvos* pour le développement des infrastructures locales
1882 : Loi sur le travail des enfants
1891-1905 : Construction du Transsibérien reliant Moscou à Vladivostok
1894-1903 : Réformes économiques de Sergueï Witte
1897 : Limitation du temps de travail à 11 h 30
1903 : Loi sur les accidents du travail

1904-1905 : Guerre russo-japonaise
1905 : Révolution et reprise en main autoritaire
1906-1911 : Réformes de Stolypine
1912 : Premier système d'assurance maladie
1914 : Début de la Première Guerre mondiale
1917 : Révolutions de février et d'octobre

Chapitre 2

1918-1921 : Communisme de guerre, création de l'Armée rouge et de la Tcheka
Mars 1921 : Lancement de la NEP
1922 : Création de l'URSS
1924 : Mort de Lénine
1928-1932 : 1^{er} plan quinquennal
1929 : Début de la collectivisation forcée dans l'agriculture
1932-1933 : Grandes famines liées à la collectivisation
1933-1937 : 2^e plan quinquennal
1938-1941 : 3^e plan quinquennal
23 août 1939 : Pacte germano-soviétique
22 juin 1941 : Opération Barbarossa, invasion de l'URSS par l'Allemagne
Mai 1945 : Prise de Berlin par l'Armée rouge, capitulation allemande
Août 1945 : Offensive de Mandchourie, défaite de l'armée japonaise

1946-1950 : 4^e plan quinquennal
1949-1953 : Essais réussis des premières bombes atomiques A puis H soviétiques
1953 (mars-juin) : Mort de Staline, puis élimination de Beria
1953 (juin) : Répression par les forces d'occupation soviétiques des révoltes ouvrières à Berlin

Chapitres 3 et 4

1953-1964 : Ère Khrouchchev
1954 : Campagne des Terres vierges
1956 (février) : 20^e Congrès du PCUS, début de la déstalinisation
1956 (novembre) : Répression par l'Armée rouge du soulèvement hongrois
1957 : Envoi du premier satellite, Spoutnik 1, dans l'espace
1960 : Rupture avec la Chine de Mao et rapatriement des coopérants soviétiques
1961 : Envoi du premier homme, Youri Gagarine, dans l'espace
1963 : Crise agricole, importations massives de céréales
1964-1982 : Ère Brejnev
1965 : Réformes de Kossyguine
1968 : Écrasement du printemps de Prague par les armées du Pacte de Varsovie
1969 : Conflit frontalier sino-soviétique

1973 : Choc pétrolier
1979 : Début de la guerre d'Afghanistan
1985 (mars) : Arrivée au pouvoir de Gorbatchev
1985 (novembre) : Début du contre-choc pétrolier
1986 (mars) : Lancement de la Perestroïka
1986 (avril) : Catastrophe nucléaire de Tchernobyl
1987 : Loi sur les entreprises d'État
1988 : Loi sur les coopératives
1989 (février) : Retrait d'Afghanistan
1989 (novembre) : Chute du mur de Berlin
1991 (janvier) : Libéralisation partielle des prix
1991 (décembre) : Disparition de l'URSS et création de la Communauté des États indépendants (CEI)
1992 : Libéralisation totale des prix
1992-1994 : Privatisations (1^{re} étape, coupons distribués à la population)
1994-1996 : Première guerre de Tchétchénie
1995-1997 : Privatisations dans le secteur énergétique et minier (2^e étape, « prêts contre actions »)
1998 : Crise financière russe, dévaluation du rouble
1999-2009 : Deuxième guerre de Tchétchénie

Chapitres 5, 6 et 7

2000 : Élection de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie

2001 : Réforme fiscale

2001 (juin) : Création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

2002 : Création de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)

2003 : Affaire Youkos, arrestation de Mikhaïl Khodorkovski

2004 : Création du Fonds de stabilisation

2008 (février) : Création du Fonds national de richesse

2008 (mars) : Élection de Dmitri Medvedev à la présidence, Poutine 1^{er} ministre

2008 (août) : Guerre russo-géorgienne, reconnaissance russe de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud

2008 (septembre)-2009 : Crise financière mondiale

2009 : Premier sommet des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) à Ekaterinbourg (Russie)

2011 : Sommet des BRICS (intégration de l'Afrique du Sud) à Sanya (Chine)

2012 (mai) : Retour de Poutine à la présidence de la Fédération

2012 (août) : Adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

2014 (février) : Jeux olympiques de Sotchi

2014 (mars) : Annexion de la Crimée, premières sanctions

2014-2015 : Lancement de l'industrialisation par substitution des importations

2014 (juillet) : Création de la Nouvelle Banque de développement, banque des BRICS

2015 : Création de l'Union économique eurasiatique

2015 (septembre) : Début de l'intervention en Syrie

2020 : Choc économique de la pandémie de Covid-19

2022 (février) : Invasion de l'Ukraine, rupture économique avec l'Occident

2024 : Création des BRICS + (avec l'Éthiopie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iran, puis l'Indonésie en 2025)

2026 (février) : Attaque de l'Iran par les États-Unis et Israël, nouveau choc pétrolier

Introduction

Dans les années 1990, confrontée à une libéralisation brutale et à un appauvrissement généralisé, la Russie semble avoir définitivement quitté les rangs des grandes puissances économiques. Moins d'une décennie plus tard, elle renoue pourtant avec une croissance portée par l'envolée des prix des hydrocarbures et une stratégie de recentralisation étatique. Surtout, l'attaque de l'Ukraine en février 2022 a non seulement remis la politique extérieure de Moscou au centre des préoccupations, mais ses suites ont révélé une réalité déconcertante : l'économie russe, que beaucoup pensaient vulnérable, a tenu bon malgré les sanctions.

Ce retour en force ne saurait être compris hors d'une perspective historique. Il est souvent oublié que dans la décennie précédant la révolution de 1917, le pays se situait déjà parmi les grandes puissances industrielles. De l'Empire à la Fédération de Russie en passant par l'URSS, l'histoire économique russe se caractérise par une capacité singulière à surmonter ses blocages structurels et conjoncturels. L'économie russe s'est développée malgré eux selon une trajectoire qui lui est propre, marquée par la prééminence de l'État, de fortes inégalités territoriales et une tension constante entre modernisation rapide et inertie structurelle. Depuis les origines de l'Empire, sur lesquelles nous reviendrons dans le premier chapitre, la Russie oscille par ailleurs entre intégration aux dynamiques économiques européennes et affirmation d'un modèle autonome reposant le plus souvent sur des ressources abondantes mais inégalement maîtrisées. Étudier l'économie russe sur le temps long permettra pour cette raison de mieux comprendre les caractéristiques de sa croissance, ses ruptures brutales comme ses spécificités profondes.

L'analyse proposée s'articule autour de sept chapitres offrant une étude de l'évolution économique russe dans ses dimensions historiques, structurelles et contemporaines. Une progression chrono-thématique en sept temps permettra d'appréhender à la fois les ruptures historiques et les permanences structurelles. S'ouvrant sur une étude des déterminants géo-historiques, cet ouvrage montre que les contraintes spatiales ont façonné des spécificités institutionnelles souvent perçues comme sources de retard durant la période tsariste, tout en permettant néanmoins l'émergence d'une économie moderne à la veille de 1917 (chapitre 1). L'examen

des bouleversements révolutionnaires révèle ensuite les transformations profondes du mode de production, marquées par une accumulation primitive accélérée et des débats théoriques persistants sur la nature du système économique soviétique naissant (chapitre 2). La période suivante, post-guerre mondiale, fait l'objet d'une évaluation systémique, analysant les mécanismes de l'économie planifiée à son apogée, ses interactions au sein du bloc socialiste et les premières contradictions apparues dans son modèle de développement (chapitre 3).

Les réformes gorbatchéviennes et l'effondrement du système soviétique sont ensuite étudiés afin de mettre en lumière les dynamiques de crise et les tentatives avortées de réforme dans un contexte de transition chaotique (chapitre 4). La stabilisation observée depuis l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération en 2000 est analysée à travers le prisme de la reconstruction étatique et de la gestion de la rente pétrolière, éléments clés de la sortie de crise post-soviétique (chapitre 5). Sera aussi présentée la stratégie internationale de la Russie, qui oscille entre un ancrage renforcé dans le bloc des BRICS et une volonté persistante de se faire reconnaître par l'Occident, une dynamique compliquée par la polarisation militaire en cours et les sanctions en vigueur (chapitre 6).

Enfin, l'analyse des défis structurels contemporains révèle les contradictions d'une puissance au statut ambigu. Si son classement au quatrième rang mondial en termes de PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA) depuis 2021 témoigne d'une résilience certaine, cette performance masque des fragilités bien réelles (chapitre 7). Toutefois, ces vulnérabilités, bien que profondes, ne sauraient être considérées comme irrémédiables. Les marges de manœuvre existent, à condition que les réformes nécessaires soient engagées pour moderniser l'appareil productif et maintenir de cette façon une relation équilibrée avec le partenaire chinois, atténuer la dépendance aux hydrocarbures et inverser les tendances démographiques défavorables. L'avenir économique de la Russie dépendra ainsi de sa capacité à relever ces défis dans un contexte international des plus instables.

L'économie tsariste, entre tradition et modernisation

En 1836, dans sa première *Lettre philosophique*¹ qui lui valut d'être déclaré fou et assigné à domicile durant quatre ans sur ordre des autorités tsaristes, l'écrivain russe Piotr Tchaadaïev dressait un constat sévère sur sa patrie : « Nous ne vivons que dans le présent le plus étroit, sans passé et sans avenir, au milieu d'un calme plat ». Il ajoutait amèrement que « nous ne sommes ni de l'Occident ni de l'Orient, et nous n'avons les traditions ni de l'un ni de l'autre. Placés comme en dehors des temps, l'éducation universelle du genre humain ne nous a pas atteints ».

Trois ans plus tard, un observateur français comme le marquis de Custine semblait partager ce diagnostic dans ses *Lettres de Russie*² lorsqu'il affirmait que « la Russie a dévié de la grande voie de la civilisation ». Il expliquait dans ce passage cinglant pourquoi, selon lui, le pays n'aurait jamais présenté de voie de développement propre :

La Russie est une société d'imitateurs : or, tout homme qui ne sait que copier tombe nécessairement dans la caricature. Hésitant depuis quatre siècles entre l'Europe et l'Asie, la Russie n'a pu parvenir encore à marquer par ses œuvres dans l'histoire de l'esprit humain, parce que son caractère national s'est effacé sous les emprunts.

Si Custine s'attachait surtout à dénoncer les faiblesses culturelles et politiques de la Russie, fustigeant l'emprise d'un État despotique sur un peuple marqué par une « obéissance innée », c'est pourtant l'analyse économique qui retiendra notre attention. Elle nous permettra de prendre le contre-pied du diagnostic sévère du marquis français en soulignant les singularités du développement russe. Loin de se borner à de pâles imitations, ou d'incarner ces obstacles au progrès que tant d'auteurs ont critiqués, les

1 Tchaadaïev Piotr, *Lettres philosophiques*, Librairie des cinq continents, 1970, p. 50.

2 Custine Astolphe de, *Lettres de Russie. La Russie en 1839*, Garnier, 2018, p. 825.

particularités russes se révèlent au contraire, et de manière paradoxale, les ressorts décisifs d'une modernisation *sui generis* tout au long du xix^e siècle. Dès les deux premières décennies du xx^e siècle, la Russie s'impose comme une rivale des grandes puissances mondiales, et ce bien avant la révolution de 1917 et l'ascension de l'URSS, une réussite que ni les analyses de Custine ni celles de Tchaadaïev ne parviendraient à expliquer.

Les origines de la Russie actuelle

De la Rus' de Kiev à la principauté de Moscou

Sans prétendre embrasser les mille ans d'histoire que résument les auteurs précédents de manière trop caricaturale, pour saisir les particularités de l'évolution économique de la Russie il convient d'en éclairer les origines.

La Rus' de Kiev, première manifestation d'une entité politique russe, émerge au ix^e siècle sous l'impulsion des Varègues, ces Vikings suédois qui établissent des comptoirs le long du Dniepr et de la Volga. En 872, le prince Riourik fonde sa dynastie à Novgorod ; dix ans plus tard, son successeur Oleg fait de Kiev sa capitale. Cette élite guerrière et marchande impulse une prospérité nouvelle et une économie marchande dynamique autour des cités de Kiev, Novgorod et Smolensk, tout en tissant des liens durables avec Constantinople, renforcés après la conversion au christianisme du prince Vladimir en 988. Pourtant, dès le xii^e siècle, la Rus' décline, minée par les luttes successorales entre princes riourikides, le recul byzantin et, surtout, par les invasions mongoles qui culminent avec la destruction de Kiev en 1240. Les princes russes deviennent alors les vassaux de la Horde d'Or.

Dans ce contexte de fragmentation, la petite principauté de Moscou, modeste apanage confié à son fils cadet par Alexandre Nevski, Grand-prince de Vladimir et héros national depuis sa victoire contre les chevaliers Teutoniques en 1242, va progressivement s'imposer. Protégée par son environnement forestier et profitant d'une position stratégique sur des voies fluviales qui la relie facilement à la Volga, le plus long fleuve d'Europe, elle bénéficie surtout de la faveur des Mongols dès le début du xiv^e siècle. Son ascension devient irrésistible lorsque le siège métropolitain de l'Église orthodoxe y est transféré en 1326, faisant de Moscou le centre spirituel des terres russes. Ivan I^{er} (1325-1341) consolide cette position en obtenant des Mongols le titre de Grand Prince, lui conférant une prééminence sur les autres principautés. Le véritable tournant intervient pourtant sous le règne d'Ivan III

(1462-1505) : après l'annexion de Novgorod en 1478 et l'affranchissement définitif du joug mongol en 1480, Moscou se proclame héritière de la Rus' de Kiev et de Byzance, se présentant comme la « Troisième Rome » après la chute de Constantinople en 1453. C'est cette Russie moderne, synthèse originale de l'héritage kiévien et byzantin réinterprété à travers le prisme moscovite, qui constitue l'objet de notre étude.

Son système économique, radicalement différent de celui de la Rus' médiévale, se caractérise par une relation particulière entre commerce, propriété et pouvoir étatique, des traits qui, forgés durant cette période charnière, marqueront durablement le développement russe et conservent peut-être encore aujourd'hui une certaine actualité. La chute de la Rus' de Kiev et le déplacement des centres de pouvoir ainsi que des populations vers l'est marquent en effet l'avènement d'un nouvel ordre économique, caractérisé avant tout par des contraintes inédites. Contrairement à Kiev, solidement intégrée aux réseaux commerciaux internationaux, la principauté de Moscou se retrouve rapidement marginalisée, coupée des grands flux économiques de l'époque. Mais sa vulnérabilité la plus criante réside dans son exposition aux invasions, comme en témoigne le joug mongol, qui rappelle pendant près de deux siècles et demi la fragilité d'un territoire dépourvu de frontières naturelles.

Cette faiblesse structurelle explique d'ailleurs le ralliement progressif des principautés issues de la Rus' à l'autorité moscovite, perçue comme un rempart contre les menaces extérieures. L'historien Anatole Leroy-Beaulieu, l'un des plus éminents spécialistes français de la Russie à la fin du XIX^e siècle, voit même dans la domination tatare le creuset de l'unité nationale naissante. Selon lui, le pays aurait été « relié ensemble par l'oppression étrangère comme par une chaîne de fer »³.

Des contraintes géographiques déterminantes sur le plan politique et économique

En 1300, la principauté de Moscou ne s'étend que sur 20 000 kilomètres carrés (soit la superficie d'Israël aujourd'hui). Pourtant, un peu plus d'un siècle et demi plus tard, après la proclamation d'Ivan III comme « Grand-prince de Moscou et de toute la Rus' » en 1478, et avant même le sacre d'Ivan IV comme « tsar de toutes les Russies » en 1547, le territoire moscovite atteint

³ Leroy-Beaulieu Anatole, *L'Empire des tsars et les Russes*, Éditions L'Âge d'Homme, 1988, p. 224.

déjà deux millions de kilomètres carrés, rivalisant avec la taille actuelle du Mexique. Les conquêtes successives (Oural, Sibérie, Alaska) portent cette superficie à 17 millions de kilomètres carrés en 1648. Au ^{xvi}^e siècle, la Russie devient le plus vaste pays du monde, avant de s'étendre encore vers l'ouest et le sud (annexion de l'Ukraine en 1654, partagée ensuite avec la Pologne). Sous Pierre le Grand (1682-1725), l'Empire consolide ses positions dans la région baltique : après une victoire sur la Suède en 1703, il annexe l'Estonie, la Livonie (sud de l'Estonie et nord de la Lettonie) et une partie de la Finlande. Catherine II (1762-1796) étend son influence sur la mer Noire en s'emparant de la Crimée et des steppes ukrainiennes, après avoir participé au partage de la Pologne avec la Prusse et l'Autriche entre 1772 et 1795. En 1815, l'Empire russe s'étend de la Pologne à l'Alaska, avant de renoncer à ses colonies américaines (une partie de la Californie en 1842, Alaska en 1867) pour se tourner vers l'Asie centrale (entre 1839 et 1895, conquête du Turkestan, donnant naissance lors de la réforme territoriale de l'URSS en 1924-1925 aux Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizstan et Tadjikistan).

Cette expansion répond à une logique défensive résumée par Catherine II : « Pour défendre mes frontières, je n'ai d'autre choix que de les étendre. » Une vision que le faux Testament de Pierre le Grand, forgé sous Napoléon, exploitera pour dépeindre une Russie impérialiste, une propagande destinée à justifier la campagne de 1812. Si les motivations impérialistes et commerciales de cette expansion territoriale furent souvent mises en avant, à l'image de la conquête de la Sibérie, impulsée par des marchands avides de fourrures et de monopoles sur les salines, les pêcheries et les mines de cuivre, il convient d'en nuancer l'importance. Des historiens, tels Sergueï Soloviev ou Vassili Klioutchevski au ^{xix}^e siècle, ainsi que, plus proche de nous, Hélène Carrère d'Encausse⁴, ont de leur côté analysé l'expansion territoriale comme une réponse à des menaces extérieures (annexion de la Sibérie aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles contre les incursions des khanats turco-mongols ; conflits récurrents à l'ouest avec la Pologne-Lituanie, allant même jusqu'à l'occupation de Moscou par les Polonais en 1610-1612 ; présence de l'Empire ottoman au sud ; nécessité de prévenir l'avancée britannique en Asie centrale au ^{xix}^e siècle etc.).

Cette croissance territoriale pose toutefois un défi : le contrôle d'une population toujours plus nombreuse et hétérogène. De 68 millions d'habitants en 1858 (et même trente fois moins en 1480 pour la principauté de

4 Carrère d'Encausse Hélène, *La Russie inachevée*, Fayard, 2000, p. 52-71.

Moscou), l'Empire passe à 125 millions lors du recensement de 1897. L'appareil administratif se révèle alors insuffisant pour assurer l'emprise de l'État sur cet immense territoire multiethnique. Au milieu du xix^e siècle, la Russie ne compte que onze fonctionnaires pour dix mille habitants, soit trois à quatre fois moins que les pays d'Europe occidentale. Si ces sous-effectifs chroniques, aggravés par les retards de paiement des appointements des fonctionnaires, alimentent une corruption endémique qui suscite des critiques de plus en plus vives, ils expliquent aussi en partie le développement d'un État fort longtemps désigné comme « patrimonial ».

La naissance de l'État patrimonial russe

Au-delà du joug mongol ayant soudé les différentes principautés autour de Moscou, Anatole Leroy-Beaulieu évoque un facteur décisif des formes politiques qui se constitueront assez rapidement : le déséquilibre entre l'immensité du territoire et la faible densité démographique. Dans ces conditions, « plus étaient frêles les liens entre l'homme et la terre, entre les régions et les tribus, plus devait être fort le pouvoir capable de créer et de faire vivre l'État »⁵. Cette analyse éclaire la genèse d'un pouvoir centralisé, seul à même d'assurer la cohésion d'un espace aussi vaste que disparate.

Le concept d'État patrimonial, développé par des penseurs allant de Max Weber à Richard Pipes, s'applique particulièrement bien au cas russe. Comme sous le système mongol, la Russie ne distingue pas clairement la propriété du prince de celle de l'État. Le souverain y jouit d'un pouvoir absolu sur les terres et les hommes, pouvant redistribuer les domaines à sa guise et déplacer ses sujets selon ses besoins. On observe très rapidement dans cette logique deux types de propriétés foncières en Moscovie : les *votchinas*, transmises par héritage, et les *pomesties*, octroyées en échange de services rendus à l'État. Après la conquête de Novgorod par Ivan III à la fin du xv^e siècle, le système des *pomesties*, concessions révocables et non transmissibles, devient dominant.

Si la noblesse n'est pas particulièrement attachée à la terre, il en est de même pour la paysannerie. La faible fertilité des sols, notamment en Russie centrale et septentrionale, aggravée aussi bien par la dureté du climat que par des techniques de culture sur brûlis, n'encourage pas les paysans à

⁵ Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 238.